

on la déforme, on la travestit. Et ce n'est pas la faute des Canadiens de l'Ouest. On croit, opinion qu'entretiennent indirectement les hommes politiques libéraux et que font leur d'autres citoyens qui devraient être mieux avisés, que toute opposition au parti libéral ou à son programme officiel de bilinguisme est entachée de racisme. Ce n'est tout simplement pas le cas.

● (2210)

Le gouvernement Trudeau fait l'objet du mépris des Canadiens de l'Ouest depuis plus de cinq ans, non pas à cause de ses politiques de bilinguisme mais plutôt de son administration étonnamment mauvaise. Le gouvernement Trudeau, loin de répondre aux profondes préoccupations des Canadiens de l'Ouest au sujet de leur rôle dans la Confédération, n'a même pas su les percevoir, et le bill C-19 en est un exemple flagrant. Il n'a pas donné à la nation dans son ensemble l'ombre d'une administration sensée.

A un niveau local, le gouvernement actuel a gaspillé les ressources naturelles de l'Alberta à un point tel qu'il aurait entraîné la chute du cabinet en l'espace de quelques semaines s'il avait appliqué son programme, même en partie, à l'Ontario ou au Québec.

Il importe d'exposer à nouveau le point de vue de l'Ouest et de réfuter certains des préjugés sinistres qui ont cours à l'heure actuelle, car un nombre croissant de mythes ne sont pas simplement malveillants à l'endroit des Canadiens de l'Ouest, mais laissent entendre que le parti conservateur sous la direction de notre chef compétent ne peut par sa définition même diriger un pays divisé confirmant ainsi la théorie des libéraux qui croient qu'eux seuls sont en mesure de gouverner.

Ne vous y trompez pas, monsieur l'Orateur, nombre de gens dans l'Ouest considèrent d'un mauvais œil la politique du bilinguisme—non pas parce que certains de ses aspects sont néfastes, mais parce qu'ils sont ridicules. Les règlements concernant l'emballage et l'étiquetage ainsi que la directive rigoureuse selon laquelle les substances chimiques qui se trouvent dans la plupart de nos produits alimentaires modernes doivent être énumérées dans les deux langues produisent ici un charabia bilingue qui ne profite à personne.

On savait dans l'Ouest du Canada longtemps avant que le gouvernement ne le reconnaisse que la tentative coûteuse en vue d'enseigner une deuxième langue aux fonctionnaires aboutirait à un échec. Les gens de l'Ouest prétendent depuis des années qu'une langue ne peut s'apprendre qu'à l'école. Au lieu de se renseigner et de chercher à leur venir en aide, le nouveau secrétaire d'État (M. Roberts) donne des entrevues à Toronto, débitant la même vieille rengaine au sujet du gars de l'Ouest qui est censé croire qu'un agent de la Gendarmerie lui dira un jour qu'il est obligé d'apprendre le français. Ce dernier, monsieur l'Orateur, promet de suivre fidèlement la voie que lui a montrée son prédécesseur en tant qu'instigateur d'un nationalisme étroit qui répugne autant aux Canadiens de l'Ouest qu'à ceux du Québec, parce qu'il cherche à étouffer leurs sentiments, à emprisonner leurs esprits et à les isoler du reste du pays.

De nombreuses divergences de vues parfaitement légitimes existent dans les relations entre le Québec et les neuf autres provinces. Il y en a toujours eu et il y en aura toujours. Nous le

### *Compression des dépenses de l'État*

savons fort bien en Alberta, parce que de nombreuses situations particulières au Québec se retrouvent aussi en Alberta. Les deux gouvernements provinciaux ont entretenu des rapports aussi étroits qu'il peut en exister entre deux gouvernements au sein de notre pays où l'on se chaille par trop souvent. Les électeurs de M. Lougheed sont parfaitement au courant de ces rapports et ils ne lui en tiennent pas rigueur.

Une préoccupation constante dans l'Ouest concerne le transport des gens et des biens. Il est bien évident qu'il serait bien plus facile pour les gens de se comprendre mutuellement si notre vaste pays était doté de moyens de transports commodes et bon marché. Contrairement à cela, le gouvernement libéral s'entête à épouser la formule selon laquelle l'utilisateur paie le transport, ce qui défavorise terriblement les deux extrémités du pays. Le gouvernement multiplie les obstacles au transport au lieu de les atténuer, sauf pour les membres de sa propre coterie.

Notre ministre des transports (M. Lang) a coûté aux contribuables quelque \$740,000 en frais de transport aérien alors qu'il aurait pu, comme le font d'ailleurs les autres députés, se servir des lignes commerciales régulières, ce qui eût été beaucoup moins onéreux. Sur ces \$740,000, \$8,000 environ lui ont servi à assister au match de la coupe Grey l'an dernier, et plus de \$10,000 à le transporter chez son beau-frère qui donnait une soirée chez lui.

Comment peut-on avoir confiance en un gouvernement dont l'un des ministres gaspille avec tant de désinvolture les deniers publics chaque fois qu'il lui prend l'envie d'aller faire un voyage en avion? Saskatoon n'est pas un coin isolé et inaccessible, hors du circuit des vols réguliers quotidiens.

Le bill C-19 n'est pas sincère, monsieur l'Orateur. Il est conçu pour faire croire aux citoyens qu'il s'agit seulement de la pointe de l'iceberg et simplement d'un exemple des efforts d'économie entrepris par le gouvernement. Je suis ahuri de la façon dont nos dirigeants jonglent avec les chiffres lorsqu'ils veulent nous faire apprécier une idée ou une politique. Leur talent de manipulateurs, à des fins politiques, ne cesse de m'étonner.

Nous savons tous que le gouvernement pourrait mettre un peu plus d'ordre et de rigueur dans bien des aspects de son activité. Je songe notamment à la façon dont le gouvernement, ses ministères et ses sociétés contrôlent leur financement interne. Sans doute des améliorations dans ce domaine ne sont-elles pas de nature à trop attirer l'attention de la presse, mais le rétablissement du contrôle financier par le Parlement n'en demeure pas moins l'une des difficultés viscérales que nous devons régler.

Les systèmes de contrôle et de gestion des finances du gouvernement du Canada, de ses sociétés et de ses ministères, sont bien loin de respecter des normes minimales acceptables de qualité et d'efficacité, et je me demande jusqu'à quand le gouvernement compte que les Canadiens supporteront les carences manifestes et les méthodes tortueuses qu'il a engendrées. Ce que nous voulons au Canada, monsieur l'Orateur, c'est un gouvernement qui accepte de traiter avec la population ouvertement et sans détour, et non pas un gouvernement qui cache la vérité.